

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13246 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 30-LUNDI 31 AOUT 1987

Cory Aquino ébranlée...

Dix-huit mois après avoir accédé au pouvoir, Cory Aquino vient de surmonter son épreuve la plus rude. Les militaires qui se sont insurgés, le vendredi 28 août, étaient prêts à tout pour renverser le régime et, contrairement aux tentatives précédentes de coup d'État, il a fallu les déloger par la force des réduits qu'ils ont occupés à Manilla. Pour la première fois, le sang a abondamment coulé.

Cette rébellion n'était apparemment pas dirigée par des nostalgiques de l'ère Marcos, mais par de jeunes officiers dénonçant la « corruption » du pouvoir civil et les insuffisances du commandement militaire dans la lutte contre la guérilla communiste. Pour les mêmes raisons, les mêmes hommes avaient pris leurs distances, sur la fin, à l'égard de l'ancien dictateur et des généraux de son entourage.

Le général Ramos, chef d'état-major général, tout autant visé que Cory Aquino par les rebelles, ne s'y est pas trompé. Il n'a jamais songé à parlementer avec les militaires — ce qu'il avait pourtant fait lors des précédents coups de force — et la cassure au sein des forces armées est évidente. Il ne s'agit plus d'une grave malaise, mais d'une confrontation entre chefs militaires qui n'hésitent plus à recourir à la force pour régler leurs comptes.

Le pouvoir civil sort encore plus affaibli de l'épreuve. Les mesures édictées pour redresser l'économie, on l'a vu la semaine dernière, provoquent les premières grèves. Les projets de réforme agraire, jugés trop audacieux par les uns et trop timides par les autres, sont ouvertement contestés. Et, après avoir été un moment dévotés par le « phénomène Aquino », les communistes insurgés semblent avoir retrouvé leur cohésion. En outre, aucun terrain d'entente ne paraît se dégager avec les autonomistes musulmans.

Il est révélateur que les chefs des putschistes, qui ont pris tout le monde par surprise, aient eu pour ambition, en cas de succès, de former une junte militaire. En effet, le reproche le plus souvent adressé à M^{me} Aquino est son manque de fermeté. La bonne volonté et le charisme ne peuvent tenir lieu de politique une fois passée la période de l'état de grâce. Les Philippines font face à une crise de gouvernement, ce qui explique sans doute la latitude dont ces officiers rebelles ont bénéficié pour préparer leur putsch.

Certes, Cory Aquino peut se féliciter de la détermination du général Ramos à mater la rébellion et de la solidarité avec laquelle les Occidentaux, Américains en tête, lui ont exprimé leur « entière solidarité ». Mais ce double soutien est sans équivoque : le commandement militaire attend d'elle, désormais, une reprise en main, et ses alliés en espèrent autant, tout en estimant qu'elle demeure le dernier recours pour son pays.

Elle reste, néanmoins, le seul rempart contre la généralisation d'une guerre civile qui ensanguine déjà de nombreuses îles de l'archipel. Personne ne peut souhaiter aux Philippines le retour, sous la houlette d'une junte militaire, au régime de loi martiale qui leur a été imposé pendant douze ans. Il ne leur resterait, le cas échéant, que le choix entre deux dictatures.

(Lire, page 3, l'article de KIM GORDON-BATES.)

La nouvelle offensive libyenne

Tchad : violents combats dans le secteur d'Aozou

Vingt-quatre heures après l'annonce par la Libye de la reprise de l'oasis d'Aozou, aux confins tchado-libyens, la situation apparaissait des plus confuses le samedi matin 29 août.

Les autorités tchadiennes déclarent toujours la perte de cette localité, enlevée par les forces du président Hissène Habré le 8 août, après quatorze ans d'occupation libyenne. Néanmoins, N'Djamena faisait état de combats d'une « violence inouïe ».

C'est vendredi après-midi que l'agence officielle libyenne Jana a annoncé, de Tripoli, que les troupes libyennes avaient « libéré le village d'Aozou, au terme d'une bataille de près de deux heures, au cours de laquelle les forces ennemies ont été exterminées ».

Situé dans une bande revendiquée par la Libye du colonel Kadhafi, qui fonde notamment ses revendications sur l'accord Laval-Mussolini de 1935, Aozou, considérée par N'Djamena comme faisant partie intégrante du Tchad, avait été prise par l'armée tchadienne après une série de succès qui avaient permis aux forces du président Habré de récupérer tout le nord du Tchad. Depuis le

8 août, les autorités tchadiennes avaient fait état de plusieurs tentatives libyennes pour reprendre Aozou par la force. Tentatives que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) avaient réussi à repousser.

Vendredi soir encore, le porte-parole de l'état-major tchadien affirmait que les troupes de N'Djamena tenaient « fermement » Aozou. Samedi matin, la radio tchadienne indiquait : « Les FANT font face en ce moment aux troupes libyennes », sans plus de précision, avant de diffuser un communiqué militaire déjà publié vendredi soir et parlant de combats violents.

(Lire la suite page 3.)

La mort de John Huston

La beauté du désastre

Le cinéaste américain, John Huston est mort, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 août, dans sa maison de Newport (Etats-Unis) à l'âge de quatre-vingt-un ans. La mort de John Huston a frappé le Festival de Venise à la veille de son ouverture.

Le « patriarche » devait envoyer par satellite aux participants de la 44^e Mostra un hommage. Il ne le pourra pas, mais il laisse en guise d'adieu son dernier film qui sera projeté le 3 septembre et est inspiré d'une nouvelle de James Joyce. Son titre : « The Dead » (Les Morts).

Il aura beaucoup bu. Et pas mal renversé. Jusque dans l'au-delà, peut-être s'en sera-t-il encore un petit à la santé des néologues de tout poil, perplexes, qui se demandent si c'est un grand cinéaste ou non qu'ils enterrent sur le papier et par quel bout attraper ce diable d'homme. Peu de gens y sont parvenus, et lui-même n'a pas dû prendre le temps de s'y intéresser. Trop à faire, trop à vivre.

Américain d'ascendance irlandaise, il fut plus irlandais que possible, prolifique, bagarreur, inspiré, travailleur acharné et nonchalant à la fois, courageux, insouciant, avec quelque part au fond de lui, vagabonde, une drôle de féture ouvrant sur le bizarre. En tout cas insaisissable.

Boxeur professionnel à dix-huit ans (il ne perd que deux combats sur vingt-cinq), il s'engage à vingt ans dans la cavalerie mexicaine avant de partir pour la France « étudier la peinture », la littérature, écrire des romans, une pièce pour marionnettes ; retourne aux Etats-Unis et, devenu de son propre aveu « le plus mauvais journaliste du monde », entre au service de Samuel Goldwyn comme scénariste, en 1930.

En quarante-six ans, il réalise plus de quarante films, qui reflètent bien la diversité de ses talents, de ses intérêts, la singula-

rité de sa culture, au point de rendre parfois incompréhensible la cohérence de sa démarche.

Faut-il d'ailleurs à tout prix en chercher une, sinon celle de sa curiosité et de son plaisir ? Huston — entre la Bible (1967) et Casino royal (1968) — n'a jamais paru soucieux de délivrer un message constant ni de respecter une esthétisme personnelle, sa philosophie sur ce point se résumant à une simple règle : « Il n'y a que deux positions pour la caméra : assise et debout ». On a voulu voir en lui le cinéaste de l'échec. Ce thème, sous des formes multiples, est en effet assez fréquent dans son œuvre.

C'est même le seul fil conducteur qui s'en dégage avec insistance, si l'on tient vraiment à l'esprit de système : l'échec ou le leurre, les impasses, les évasions illusives, les trésors qui n'existent pas, hantent la plupart de ses chefs-d'œuvre, du Faucon maltais, à Asphalt Jungle (Quand la ville dort), des Misfits (les Désaxés) à Fat City et Promenade avec l'amour et la mort.

Mais ce n'est qu'un fil parmi d'autres. Huston en joue du reste avec un sens critique et comique ravageur dans le plus achevé et le plus étrange de ses films : l'innommable Beat The Devil (Plus fort que le diable), où des gangsters plus saugrenus qu'inquiétants, en rade dans un village d'Italie, tuent le temps à petits verres, sur un scénario de Truman Capote. Gina Lollobrigida roule les « r » en dégustant des gâteaux secs, Bogart singe Bogart et Huston parodie Huston.

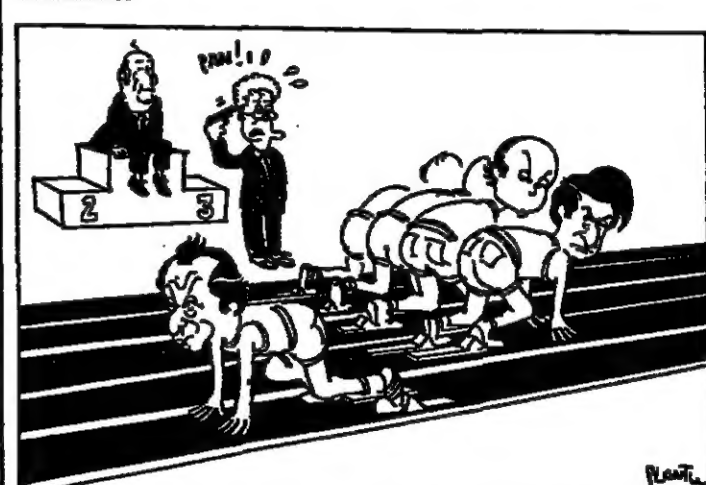
Il n'aura pas toujours une aussi claire conscience de soi, un humour si parfait, qu'en cette année 1954, mais qu'importe. La liste de ses réussites est telle — et la Nuit de l'iguane, et Reflets dans un œil d'or... — que le vieil homme peut dormir tranquille : il a plus que rempli son contrat avec son art, avec la vie et ses doubles.

MICHEL BRAUDEAU.
(Lire, page 7, l'article de JACQUES SICLIER.)

La préparation de la campagne présidentielle

La majorité multiplie les attaques contre M. Mitterrand

Le RPR et l'UDF multiplient leurs attaques contre M. Mitterrand. M. Léotard a donné cette consigne, le vendredi 28 août, aux responsables fédéraux du Parti républicain. Au RPR, les jeunes militants, réunis le même jour, ont scandé : « Mitterrand à l'hospice ! ». M. Séguin ironise sur les divisions du PS, à huit mois de l'élection présidentielle. Samedi, à Belfort, M. Chevènement devait annoncer son intention d'être « candidat à la candidature » socialiste.



Exorcismes

« Il faut rentrer dans le lard de Mitterrand » : telle est la consigne donnée à ses troupes par M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain. M. Léotard l'a dit, devant ses amis, le vendredi 28 août à Bordeaux, à huis clos parce que ce langage ne sied guère à un ministre de la culture, tenu, de surcroît, par fonction, à un minimum de déférence envers le chef de l'Etat.

M. Léotard est à la traîne. Il y a belle lurette qu'au RPR la guerre au ras des pâquerettes est engagée contre le président de la République, qui « blablate » et « perd la mémoire », selon M. Franck Borotra, porte-parole du Rassemblement.

Les jeunes RPR, réunis en université d'été à Arles, ont tout de suite compris la leçon et se sont attelés, sans plus attendre, aux travaux pratiques. « Mitterrand à l'hospice ! », criaient-ils vendredi après que M. Philippe Séguin eut énoncé trois ou quatre arguments destinés à démontrer l'inutilité d'une nouvelle candidature du chef de l'Etat.

Il convient, pour être complet, de rappeler que la campagne sur l'âge du capitaine ne date pas d'hier. M. René Monory l'avait ouverte la semaine précédente en lui attribuant généreusement quatre-vingt ans (deux de trop) au terme d'un hypothétique second mandat.

L'agitation à Beyrouth

Les dirigeants condamnent les émeutes contre la cherté de la vie.

PAGE 12

Tour de vis en Afrique du Sud

Nouvelles et sévères restrictions à la liberté de la presse.

PAGE 3

Scandale financier en Yougoslavie

Des personnalités politiques seraient en cause.

PAGE 4

Polémique à Briançon

Le téléphérique du mont Prével, construit sans autorisation.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 12

EN LIBRAIRIE LE 22 SEPTEMBRE

Olivier DUTAILLIS

Le simulateur

roman

GALLIMARD

roman

(Lire la suite de nos informations page 5.)

Europe

YOUGO-SLAVIE

Un gigantesque scandale financier mettrait en cause des personnalités politiques

BELGRADE
de notre correspondant

Une inflation galopante que le gouvernement ne parvient pas à enrayer, les polémiques sur la révision de la Constitution, les graves incertitudes qui agitent le climat social, sont passés tout d'un coup à l'arrière-plan. Depuis une semaine, la Yougoslavie est secouée par une gigantesque opération financière frauduleuse réalisée par le combinat agro-alimentaire Agrokromer, de Vukovar-Kladusa (Bosnie occidentale), qui a émis des lettres de change sans provision pour un montant évalué à 300 millions de dollars.

Ces lettres ont été utilisées par une banque de Belgrade, proche du pouvoir, qui est parvenue à faire accepter ses « papiers de valeur » à une soixantaine d'autres banques yougoslaves.

Agrokromer était considérée comme un modèle d'entreprise autogestionnaire. Un petit bonhomme barbu, à la voix rauque et pleine de bon sens, faisait quotidiennement à la télévision la publicité de ses produits. Grâce aux lettres de change, le combinat avait étendu ses activités à la construction de routes, de ponts, de quais maritimes, de bâtiments et, bien entendu, de villas (résidences secondaires) de certains dirigeants.

Dans cette affaire se trouvent impliquées plusieurs personnalités politiques. On cite notamment le nom de M. Halkija Penderic, ancien membre du gouvernement fédéral et l'un des dirigeants de la République de Bosnie-Herzégovine. Il était l'ami de vieille date du directeur d'Agrokromer, M. Fikret Avdic.

L'ancien gouverneur de la Banque nationale de Yougoslavie, M. Janko Smolej — un expert financier connu,

— a dénoncé, derrière les opérations d'Agrokromer, le rôle de « puissants protecteurs politiques » non seulement de la commune de Vukovar-Kladusa, mais également de la République de Bosnie-Herzégovine et de la fédération. Il a affirmé que toute l'affaire dissimulait un régime de comptes entre les structures politiques dont le rôle véritable reste à déterminer.

Le Comité exécutif du marché yougoslave de l'argent (institution par l'intermédiaire de laquelle les banques yougoslaves vendent l'excédent de leurs fonds) a proposé de transformer les sommes détournées par Agrokromer en crédits à court terme avec un taux d'intérêt de 107 %. Cette solution, préférée à celle de la faillite par la majorité des soixante-trois banques en possession de lettres de change d'Agrokromer, a cependant provoqué une véritable levée de bouilliers.

Le directeur adjoint de l'une des plus importantes banques du pays, détentrice de lettres de change, M. Janko Keres, s'est opposé catégoriquement à tout « programme d'assainissement » pour Agrokromer et a annoncé l'intention de son établissement de porter l'affaire devant la justice.

Le scandale d'Agrokromer menace d'accroître l'inflation et la déstabilisation financière du pays, qui doit déjà faire face à de multiples difficultés découlant d'une dette extérieure d'une vingtaine de milliards de dollars et d'une dette intérieure qui serait quatre ou cinq fois plus importante. En outre, la fermeture des usines et des chantiers d'Agrokromer entraînerait le licenciement de plus de quinze mille personnes. La Yougoslavie compte déjà un million de chômeurs.

PAUL YANKOVITCH.

GRÈCE

M. Papandréou met fin à l'« état de guerre » avec l'Albanie

ATHÈNES
de notre correspondant

Le gouvernement grec vient de mettre officiellement fin à l'« état de guerre » entre la Grèce et l'Albanie. Cette décision, dont le principe était acquis depuis un an (*le Monde* du 10 juillet 1986), a été annoncée le vendredi 28 août à Athènes, à l'issue du premier conseil des ministres de la rentrée. Le gouvernement a finalement choisi la formule juridique de cet acte du conseil des ministres, ce qui signifie que sa décision n'a pas à être votée par le Parlement ni à être ratifiée par le président de la République — qui s'y était opposé.

L'« état de guerre » avec l'Albanie existait depuis 1940. L'armée grecque avait attaqué la Grèce à partir de la frontière albanaise et s'était assurée l'alliance du régime albanais mis en place et protégé par l'Italie d'époque. Après la guerre, les relations gréco-albanaises sont longtemps restées extrêmement tendues, en raison de la différence de régime, mais aussi de la présence en Albanie du Sud (ou, selon les Grecs, l'Épire du Nord) d'une importante minorité grecque. Plusieurs tentatives de renversement du régime albanais ont été entreprises par des services occidentaux à partir du territoire grec au début des années 50.

Depuis 1971, ces relations se sont quelque peu améliorées : échange d'ambassadeurs, traités commerciaux et de coopération, échanges artistiques et scientifiques. Le maintien de l'état de guerre apparaissait de plus en plus comme un anachronisme.

La décision du gouvernement a été violemment condamnée par les partis de droite et la métropole de Sébastiano, évêque de Konitza, en Épire, l'un des têtes de file du mouvement irredentiste albano-grec. Le gouvernement est accusé d'abandon national, de brader le seul moyen de pression qui lui restait

pour améliorer le sort de la minorité grecque d'Albanie. Le Parti de la nouvelle démocratie a déclaré qu'il ne se considérait pas lié par cette décision.

Le gouvernement estime, pour sa part, que la normalisation des relations avec l'Albanie est le meilleur moyen pour maintenir le contact avec la minorité grecque et contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie. On laisse également entendre à Athènes que la Grèce, membre de la CEE, a tout intérêt à avoir de bonnes relations avec l'Albanie dans une région balkanique de nouveau menacée par toutes sortes de contradictions internes.

Rentrée difficile

Cette polémique vient peser sur une rentrée politique déjà difficile.

La rencontre prévue le jeudi 27 août entre l'archevêque Seraphin et le premier ministre, M. Andreas Papandréou, pour essayer de trouver un mode de règlement à la question des rapports entre l'Église et l'État a été renvoyée à plus tard sur la demande du chef de l'Église grecque, qui ne voulait pas discuter en présence du ministre de l'Éducation nationale et des cultes, M. Andonis Tritsis.

Divers scandales de caractère économique ont, en outre, éclaté récemment au sein du parti gouvernemental, le PASOK, mettant en cause plusieurs noms connus dans la hiérarchie du parti. Des conflits d'ordre politique opposent enfin publiquement certains de ses cadres les plus en vue, notamment sur la poursuite de la politique d'austérité du ministre de l'économie nationale, M. Simitsis. Tout cela a fait croire qu'on s'acheminait rapidement vers un nouveau remaniement ministériel. M. Papandréou, qui a invité ses ministres à programmer leur travail pour les deux ans qui les séparent des élections législatives de 1989, continue à le démentir.

Th. MARANGOS.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Les exécutions de condamnés à mort se multiplient

Washington. — Depuis le rétablissement de la peine de mort aux États-Unis en 1976, jamais autant de condamnés n'ont été exécutés : 22 personnes jusqu'ici pour l'année en cours, contre 21 au total en 1984, qui était déjà une « année record ». En 1977, le premier condamné exécuté après la décision de la Cour suprême avait lui-même supplié les juges de l'État de l'Utah d'appliquer la sentence. Ce récidiviste de droit commun, qui avait passé la majeure partie de sa vie en prison, avait inspiré la rédaction de trois livres et d'une pièce de théâtre. Il avait été exécuté le 7 janvier 1977.

Le vendredi 28 août, cinq exécutions étaient prévues. Pierre Selby, âgé de trente-quatre ans et condamné pour meurtre, a été mis à mort par injection, dans l'Utah. Beaufort White, quarante et un ans, et Wayne Ritter, trente-trois ans, tous deux reconnus coupables de complicité de meurtres, ont été placés sur la chaise électrique, l'un en Floride, l'autre dans l'Alabama. Deux autres condamnés ont bénéficié d'un report de leur sentence. Gerald Eugene Starvo, trente-cinq ans, accusé d'avoir assassiné 41 femmes, jusqu'à une date indéterminée, et William Mitchell, trente-cinq ans, condamné pour le meurtre d'une fille de treize ans jusqu'à mardi prochain, afin de permettre à ses avocats de faire appel.

Cette accélération du rythme des exécutions fait suite à deux décisions de la Cour suprême, qui avait, au printemps dernier, débouté deux condamnés en appel et élargi l'application de la peine de mort aux complices de meurtre. Un porte-parole d'Amnesty International, M. Mike Sporn, a déclaré vendredi que ces exécutions violent les garanties du droit à la vie contenues dans la Constitution américaine et dans la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies. L'organisation, dont le siège est à Londres, avait qualifié en février dernier de « loi de terreur » la peine de mort aux États-Unis.

Sur les cinquante États qui comptent la législation américaine, trente-sept appliquent la sentence de mort. Selon le plus récent sondage effectué sur ce sujet, en janvier dernier, 88 % des Américains sont en faveur de la peine de mort et 47 % d'entre eux estiment qu'elle doit être appliquée pour d'autres crimes que les meurtres. Actuellement, sur les quelque 1 700 condamnés à mort emprisonnés aux États-Unis, au moins 33 ont commis leur crime lorsqu'ils avaient moins de dix-huit ans. Deux d'entre eux ont déjà été exécutés depuis le début de cette année. La Cour suprême s'est engagée en février dernier à examiner la constitutionnalité de ces exécutions. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

EGYPTE

Un islamiste soupçonné d'avoir commis des attentats est tué par la police

LE CAIRE
de notre correspondant

Le police égyptienne a tué, le vendredi 28 août, dans un village près de la ville d'Achmoun, dans le delta, Mohamed Khatib, le principal suspect dans la série d'attentats qui a eu lieu au cours des quatre derniers mois contre des personnalités égyptiennes. Khatib, qui se réfugiait dans la maison d'un médecin islamiste, a refusé de se rendre et a tiré au fusil-mitrailleur sur les policiers.

Selon le ministre de l'Intérieur, le terrorisme a blessé un policier avant d'être lui-même tué. Khatib et trois complices étaient parvenus, il y a deux semaines (*le Monde* du 18 août), à échapper aux forces de l'ordre dans un autre village du delta, grâce à un barrage de grenades et de rafales de fusil d'assaut. Un policier avait été tué et trois autres blessés.

Il s'agit donc là du premier succès enregistré par la police dans sa lutte contre les groupements terroristes islamistes. Ces derniers ont été accusés d'avoir gravement blessé

début mai, un ancien ministre de l'Intérieur du président Mubarak, le général Hassan Abou Bacha. Ils ont aussi été rendus responsables d'un attentat manqué en juin contre un journaliste proche du roi, M. Makran Ahmad, et d'avoir tiré sur la maison d'un autre ancien ministre de l'Intérieur, le général Nabawi Ismail, qui était en poste lors de l'assassinat du président Sadate, en octobre 1981.

Toutefois, ce premier succès n'a pas permis de confirmer les récentes accusations de l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, selon lequel « les puissances étrangères illégales et financées le terrorisme en Égypte ». Le Caire, rappelle-t-on, a toujours accusé la Libye et surtout l'Iran de soutenir les maximalistes musulmans. D'ailleurs, le dernier diplomate iranien encore présent en Égypte a été expulsé au lendemain du premier attentat, dont les islamistes ont été accusés, celui contre le général Abou Bacha.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

POLOGNE : le septième anniversaire des accords de Gdansk

Un processus « irréversible » selon l'hebdomadaire du PC

Varsovie (AFP). — Les accords de Gdansk ont déclenché un processus « irréversible » de transformations de la vie sociale en Pologne, a reconnu l'hebdomadaire du PC polonais *Polityka* à l'occasion du septième anniversaire de leur signature.

Les accords signés le 31 août 1980 à Gdansk par le gouvernement de Varsovie et Lech Walesa devaient aboutir à la légalisation de Solidarité, le premier syndicat indépendant jamais créé dans un pays de l'Est, seize mois avant sa dissolution.

Ces accords, estime *Polityka* dans sa dernière édition, ont « déclenché un processus de transformations capitales, même révolutionnaires, de la vie sociale en Pologne ». Ce processus « irréversible », qui s'opère également en URSS et en Chine, « est loin de toucher à sa

fin », ajoute l'hebdomadaire. « Il consiste à supprimer le paternalisme de l'Etat-patron et à offrir aux citoyens une plus grande autonomie et une plus grande indépendance », écrit encore *Polityka*, selon lequel le temps de « l'omnipotence de l'Etat est révolu » en Pologne.

L'opinion exprimée par *Polityka* est d'autant plus surprenante que le quotidien du PC polonais, *Trybuna Ludu*, vient pour sa part critiquer à l'égard de Solidarité, qu'il accuse d'avoir voulu « remettre en cause les principes mêmes de la Constitution et ainsi de saper les bases de l'appareil de l'Etat ». Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, s'est lui aussi vivement attaqué, il y a quelques jours, « aux restes de Solidarité », qu'il accuse d'être « fait » une agence au service de l'étranger ».

D. C.

Diplomatie

M. Jean-Bernard Raimond justifie la visite en France du président angolais

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Participant, le vendredi 28 août, à l'université politique d'été du Parti républicain à Bordeaux, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a confirmé la visite à Paris en septembre du président de l'Angola, M. José Eduardo Dos Santos. Une annonce diversement appréciée par des militants du PR qui entretiennent de bonnes relations avec le mouvement de résistance angolais, l'UNITA.

Déjà, en novembre 1986, le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, avait été le seul à accepter de recevoir à Paris le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi. En janvier 1987, une délégation de parlementaires PR s'était également rendue sur le terrain à l'invitation de l'UNITA.

Un de ces parlementaires, M. Gilles de Robien, député UDF de la Somme, a demandé au ministre des affaires étrangères « s'il était vrai que la France continuait à livrer des armes aux associés des Russes et des Cubains ». M. Jean-

Bernard Raimond s'est borné à répondre qu'il existait avec l'Angola « un dialogue politique, une certaine coopération technique et économique dans des mesures raisonnables ». Insistant sur le fait que « la France doit dialoguer avec tous les pays », M. Raimond a ajouté que rompre avec le régime de Lusaka serait « courir des risques d'accroître le glissement de ce pays vers le socialisme ». Or, a-t-il constaté, « l'Angola, pour des tas de critères, ne fait pas partie de la communauté socialiste. Il n'y a donc pas d'irréversibilité ».

D. C.

● Nouveau responsable de la dissuasion nucléaire à l'OTAN. — Le général ouest-allemand Eberhard Ehrlrich, chef d'état-major de l'armée de l'air, a été nommé adjoint du commandant en chef des forces alliées en Europe, chargé de la planification de la dissuasion nucléaire, a annoncé, le vendredi 28 août, un communiqué signé du général américain John Galvin, qui commande les forces de l'OTAN en Europe. — (AFP.)

VATICAN

Une délégation du Comité juif international va être reçue par le pape

Rome (AFP). — Une délégation du Comité juif international sur les consultations interreligieuses sera reçue le mardi 1^{er} septembre par le pape Jean-Paul II dans sa résidence d'été de Castelgandolfo. Cette délégation, dont la venue a été annoncée officiellement le vendredi 28 août au Vatican, sera conduite par le président du Comité, le rabbin Mordechai Waxman.

Elle doit avoir auparavant, lundi, une séance de travail avec les dirigeants de la commission vaticane pour les rapports religieux avec le judaïsme, présidée par le cardinal Johannes Willebrands, et de l'organisme analogue de l'épiscopat américain.

Cette rencontre avait été annoncée après la visite au Vatican du président autrichien Kurt Waldheim, fin juin, qui avait suscité de violentes critiques dans la communauté juive internationale, notamment américaine.

L'invitation faite au comité avait été présentée dans les milieux juifs comme une démarche de conciliation de la part du pape, avant son

● Le président Waldheim à Munich. — Le président autrichien Kurt Waldheim s'est rendu, le vendredi 28 août, à l'ancien camp de concentration nazi de Mauthausen, où il a déposé une couronne à la mémoire des 200 000 personnes exterminées dans ce camp, proche de Linz. Le chef de l'Etat autrichien est accusé par le Congrès juif mondial (CJMM) d'avoir été impliqué dans des crimes de guerre nazis dans les Balkans entre 1942 et 1945. Il était attendu sur place par un petit groupe de manifestants qui brandissaient une banderole où on pouvait lire : « Nous voulons un président antisémite ! » M. Waldheim avait auparavant exprimé, lors d'une conférence de presse à Linz, le peine qu'il éprouvait quant au destin du peuple juif. — (Reuters.)

Rendons au Christ...

L'article concernant les obèses de Rudolf Hess (*le Monde* du 26 août) a malencontreusement attribué à Paul Eluard la formule : « Il faut laisser les morts enterrer les morts ». C'est bien évidemment le Christ qui a prononcé ces mots, comme en témoignent les évangélistes.

Corée du Sud

Trente-deux morts dans un suicide collectif

Au moins trente-deux personnes, dont plusieurs enfants, ont été retrouvées mortes, le samedi 29 août, apparemment après un suicide collectif, dans une petite usine près de Séoul, rapportent les médias sud-coréens en citant la police. Les corps ont été découverts dans le grenier d'une fabrique d'objets artisanaux à Yongin, à 20 kilomètres au sud-est de Séoul, par le mari d'une dirigeante de secte, qui se prétendait guérisseuse, ajoutant les médias. — (AFP.)

Violents affrontements à Séoul

Séoul. — Plusieurs milliers de policiers anti-émeutes ont tiré des grenades lacrymogènes pour disperser plus de dix mille manifestants qui protestaient, le vendredi 28 août dans la soirée à Séoul, contre la mort, le 22 août, de Lee Sok Kyu, un gréviste tué au cours d'un affrontement avec la police. Selon des témoins, des étudiants ont lancé des centaines de bombes incendiaires de fabrication artisanale au cri de « Écrasons le régime meurtrier ! » dans une zone industrielle de Séoul, et la police aurait arrêté environ soixante-dix personnes.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Trente-deux morts dans un suicide collectif

D'autre part, environ mille cinq cents policiers ont bloqué une procession funéraire qui accompagnait au cimetière la dépouille mortelle du gréviste tué, et appréhendé environ cent personnes, a annoncé l'agence coréenne Yonhap.

Enfin, la police vient d'établir une « liste noire » de 1 618 personnes soupçonnées d'être des radicaux pro-communistes, ont indiqué des responsables de Séoul au lendemain de l'annonce du premier ministre, M. Kim Chung Yul, selon laquelle la police allait « couper court » à une tentative des « forces radicales pro-communistes » de renverser le système politique. — (AFP.)

Guerre du Golfe

L'Iran salue la politique « raisonnable » de l'URSS.

Le président iranien Ali Khamenei a salué, le vendredi 28 août, l'attitude « raisonnable » de l'Union soviétique dans le conflit du Golfe et adressé un nouvel avertissement aux États-Unis, dont le politique dans la région, a-t-il dit, est un « échec ».

« Les États-Unis », a déclaré le président Khamenei lors de la prière du vendredi à Téhéran, espéraient lancer une attaque contre l'Iran dans le Golfe, avec la collaboration du bloc

de l'Est et la coopération de leurs alliés occidentaux ».

« Toutefois, a poursuivi M. Khamenei, dont les propos ont été rapportés par Radio-Téhéran, l'Union soviétique, qui s'est laissée influencer dans un premier temps, a vite compris et a adopté une politique raisonnable au sujet du Golfe, alors que les États-Unis essayaient un échec dans la première phase de leur nouvelle politique impérialiste ».

Le ministre iranien de la défense, le général Mohammad Hossein Djalali, a affirmé que l'Iran fabriquait un modèle de mine indétectable ainsi qu'un missile d'un type nouveau, qui sera utilisé si l'Irak reprend la guerre des villes. — (AFP.)

URSS

Le général Sorokine nouveau vice-ministre de la défense

Le général d'armée Michail Sorokine vient d'être promu vice-ministre de la défense et dirige les services de l'inspection générale des forces armées soviétiques, a-on appris, le vendredi 28 août, il succède ainsi au général Iven Tretjak qui a pris, fin juin, le commandement des forces anti-aériennes à la place du maréchal Koldourov, limogé le 30 mai, deux jours après que le Conseil de l'Allemagne de l'Ouest Mathias Rust se fut posé sur la place Rouge.

Au PR : sile

Au PS : divisés, les socialistes perd

estime M. Jospin

M. Michel Jospin et l'ancien ministre de l'Intérieur, le vendredi 28 août, au siège de la fédération française du PR, à la veille de la réunion de la direction nationale du parti, ont été les premiers à se réunir.

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

M. Jospin a déclaré que son rôle était de

Le premier ministre, M. Jospin, a déclaré que son rôle était de

هكذا من اجل

1501001

Culture

Le Monde • Dimanche 30-Lundi 31 août 1987 7

La mort de John Huston

Un tempérament d'aventurier

Né le 5 août 1906 à Nevada (Missouri), John Huston était le fils de Walter Huston, acteur d'origine irlandaise, et d'une femme d'origine anglaise. Il avait sept ans lorsque ses parents se séparèrent. Mais il a vécu en passant de l'un à l'autre, abandonnant ses études à dix-huit ans pour se faire bon professionnel, s'engagea dans la cavalerie mexicaine en 1926, fit en 1927 un voyage en France avec sa mère, ce qui lui permit de découvrir notre littérature et de se mettre à écrire des romans et des pièces de théâtre. Vers 1930, il retrouve son père à Hollywood. William Wyler l'engage comme acteur et il écrit des scénarios. Il est ensuite scénariste chez Universal et Warner Bros.

C'est pour cette firme qu'en 1941 il réalise son premier film, le *Faucon maltais*, dont il a tiré le scénario d'un roman de Dashiell Hammett, déjà adapté deux fois à l'écran. Dans une mythique chasse au trésor menée par des gens sans scrupules, Humphrey Bogart est le détective privé Sam Spade, et la mise en scène de John Huston crée l'atmosphère dure et désenchantée du film noir, genre qui va faire bientôt fureur à Hollywood.

Après *In this our life* (1942), avec Bette Davis, Huston retrouve Bogart et d'autres interprètes du

Faucon maltais pour *Griffes jaunes*, film d'aventures et d'espionnage.

John Huston est alors mobilisé. En 1943-1944, il travaille dans l'équipe de Frank Capra pour la série *Pourquoi nous combattons ?*, qui célèbre l'effort de guerre américain contre le fascisme. Il réalise *Report from the Aleutians* et la *Bataille de San Pietro*, puis, en 1945, un documentaire sur la rééducation (par traitement psychiatrique et hypnose) des soldats souffrant de maladies mentales et de paralysies nerveuses. *Let there be light*, qui, pour son réalisme anti guerrier, fut interdit à la diffusion. On le vit finalement au festival de Cannes 1981, dans la section « Un certain regard ».

Rendu à la vie civile, Huston se distingue, en 1947, avec *Le Trésor de la Sierra Madre*, dramatique et désolée aventure de chercheurs d'or, où il dirige son père et Humphrey Bogart. C'est un succès (deux Oscars). *Key Largo* (1948) réunit le couple mythique Bogart-Bacall dans un drame à huis clos face à des gangsters. *Les Insurgés* (1949), avec John Garfield et Jennifer Jones, est un pamphlet contre la corruption politique à Cuba en 1933, exaltant l'esprit de résistance. Huston prend ainsi parti contre la chasse aux sorcières qui s'exerce à Holly-

wood. En 1950, *Quand la ville dort*, qui raconte la préparation du cambriolage d'une bijouterie par des truands sans couverture, est un des chefs d'œuvre du film noir.

L'échec, thème majeur

John Huston, découvert en France après la guerre, est considéré comme l'un des meilleurs nouveaux cinéastes américains. Ce n'est plus un jeune homme, mais c'est un artiste dans le meilleur de l'âge. Irlandais comme John Ford, on sait qu'il aime (sans mesure) le whisky et qu'il a un tempérament d'aventurier. On scrute ses films pour en dégager un thème majeur : celui de l'échec. Il est vrai que Huston raconte des entreprises qui demandent beaucoup d'efforts et finissent le plus souvent par un ratage ou de façon absurde.

La Charge victorieuse (1951) montre, d'une manière ambiguë, comment, pendant la guerre de Sécession, un jeune soldat nordiste rachète sa lâcheté (le rôle est tenu par Audie Murphy, le soldat le plus décoré de la seconde guerre mondiale). *The African Queen* (1952) est l'aventure d'une vieille fille anglaise (Katharine Hepburn) et d'un marin alcoolique (Humphrey Bogart) cherchant à détruire

une canonnière allemande, en septembre 1914, en Afrique orientale.

Au milieu des dangers, l'humour de Huston pousse, et c'est un aspect de son cinéma qu'on mettra du temps à comprendre : même s'il est encore plus évident dans *Plus fort que le diable* (1954), comédie de dupes, parodie de film noir où Bogart, compagnon de beuveries du réalisateur et son interprète préféré, tourne avec lui pour la dernière fois.

Huston était l'un des cinéastes américains préférés de la revue *Positif*, les Cahiers du cinéma ne l'incluent pas dans leur « politique des auteurs ». Guerre d'escarmouche qui, rétrospectivement, ressemble à un jeu.

De 1953 à 1958, John Huston va pourtant déconcerter jusqu'à ses admirateurs avec des films ambitieux : *Moulin-Rouge*, vie de Toulouse-Lautrec en images flamboyantes ; *Moby Dick*, adaptation du roman d'Herman Melville, réputé inadaptable. Ou avec des films romanesques : *Dieu seul le sait*, le *Barbare* et la *Geisha* et les *Racines du ciel* (celui-ci très marqué par l'influence du producteur Zanzuck). Même si l'on retrouve, ici et là, des personnages hystériques qui cherchent à se dépasser, il apparaît que le cinéaste — pour qui chaque tournage devient une aventure pittoresque, délicate — travaille en dilettante, selon une inspiration dispersée, oscillant parfois entre l'enthousiasme et le doute, et va jusqu'à la dérisoire critique envers lui-même.

Une carrière fluctuante

Il a maintenant dépassé la cinquantaine et sa carrière, si elle ne connaît pas d'éclipses, apparaît fluctuante. Un admirateur du western, le *Vent de la plaine* (1959) ; un déchirant essai sur la solitude et l'isolement au monde, *Les Désaxés* (1960), d'après l'œuvre d'Arthur Miller, avec Clark Gable, Marilyn Monroe, Montgomery Clift, voués à disparaître une discutable biographie de Freud, *Passions secrètes* (1961) ; un film policier d'humour anglais, *Le Dernier de la liste* (1962) ; une étrange rencontre avec l'univers de Tennessee Williams, *La Nuit de l'iguane* (1965), puis une superproduction, *La Bible* (1965), et une collaboration à *James Bond*, *Casino royale* (1968), laissent voir les qualités et les limites (ou les défauts) de l'éclectisme.

Vient ensuite une série de films passionnants à des titres divers, où s'affirme la maîtrise houstonienne : *Reflets dans un œil d'or* (1967), drame psychanalytique avec Marlon Brando et Elizabeth Taylor ; *Davey*



En 1950.

des grands chemins (1968), légende écossaise tournée en Irlande avec John Hurt ; *Promenade avec l'automne* et *la mort* (1969), superbes chroniques de deux jeunes gens en pleine guerre de Cent Ans ; *La Lettre du Kremlin* (1970), vision cynique et hallucinante du monde de l'espionnage renvoyant dos à dos les services secrets américains et soviétiques ; *Far Cry* (1972), errance d'un boxeur alcoolique cherchant à sortir de sa déchéance ; *Juge et hors-la-loi* (1972), western nostalgique et ironique avec Paul Newman ; *Le Piège* (1973), jeu destructeur des mythes de l'espionnage avec, à nouveau, Paul Newman ; *L'homme qui voulait être roi* (1975), réflexion sur le cinéma d'aventures (d'après un roman de Kipling), avec Sean Connery ; et, enfin, une œuvre générale, moribonde, bouleversante sur la perversion et la folie d'un précepte, *Le Malin*, présentée lors compétition au Festival de Cannes 1979, en hommage à Huston. Il y a peu à dire de *Phobia* (1980), *A nous la victoire* (1981) et *Amie* (1982), comédie musicale plus intéressante, même si elle n'est pas vraiment réussie, est l'adaptation du roman de Malcolm Lowry, *Au-dessous du volcan* (1984), où, dans un décor mexicain, l'alcoolisme, la solitude, la culpabilité et la mort dansent une ronde infernale. L'œuvre littéraire passait pour impossible à transposer sur l'écran. John Huston en donne

avec équivalence attachante, tragique, avec ce sens du romanesque hollywoodien qu'il a toujours eue.

Sa santé se dégrade mais, véritable force de la nature, il tourne toujours : *L'Honneur des Prizzi* (1985), présenté au Festival de Venise, comédie noire et cruelle opposant Jack Nicholson et Kathleen Turner en tuteurs à gages renoue avec l'ancienne veine des films de gangsters avec un rien de pastiche. Comme si Huston le patriarcat se retournait, alors, vers le *Faucon maltais*, ses personnages menteurs et cyniques.

En 1986, il joue, en Italie, le rôle du maître du temps dans *Momo*, d'après un roman de Michael Ende, sous la direction d'un metteur en scène allemand Johannes Schaaf. On lui prête ce propos : « A mon âge vénérable, être le maître du temps et déjouer la mort qui me tourne sans cesse autour, c'est un bon divertissement ».

Début 1987, le voilà en Californie, pour le tournage de *Les Morts* d'après une nouvelle tirée des *Gens du Dublin* de James Joyce (*Le Monde* du 5 février 1987). Impressionné, depuis sa jeunesse par l'auteur irlandais, grand parmi les grands, il réalise, en somme, un rêve.

Sa randonnée à travers le cinéma va s'arrêter là. Il aura défilé le temps jusqu'au bout, avec ce goût de l'absurde qui passa dans ses films.

JACQUES SICIER.



Sur le tournage de « Amie », en 1983.

COMMUNICATION

Vingt-cinq ans de télévision en République d'Irlande Quand la concurrence vient du ciel..

Devinez. Quel est le pays européen qui offre le plus grand nombre de chaînes de télévision à un million d'habitants, et dans leur propre langue ? Un pays ciblité à 60 % et dont la télévision d'Etat bat le Portugal, les Pays-Bas, la Suède, la Belgique, la Finlande, la Grèce, le Danemark et la Norvège par la quantité d'émissions diffusées soit plus de six mille heures par an ?

Un indice ? Dans le même pas, une petite ville de douze mille habitants, durement touchée par le chômage (20 %), ne dispose de pas moins de vingt-cinq chaînes ! Et c'est la réponse — inattendue — est la République d'Irlande. Située dans la région d'Europe la plus concurrentielle, sur le plan de l'audiovisuel, ce petit pays de 3,6 millions d'habitants doit se battre contre une des meilleures télévisions du monde : celle de son puissant voisin, et ancien colonisateur, la Grande-Bretagne. Pas surprenant si l'appétit de la verte Erin est féroce : 95 % des Irlandais sont des adeptes du petit écran, et 93 % des foyers possèdent au moins un récepteur, alors qu'ils ne sont que 50 % à avoir le téléphone...

Près de deux tiers des foyers sont déjà câblés — la proportion atteint 0 % à Dublin et dans sa région, avec, pour objectif d'ici trois ans, 80 % de la population —, ce qui fait du pays un homme plus choyé que son cousin britannique ! Celui-ci a le choix entre les deux chaînes nationales, les quatre chaînes britanniques BBC 1 et 2, ITV et Channel Four, la chaîne nord-irlandaise UTV (Ulster Television) et, pour certains, une chaîne galloise.

Mais voilà que la manne tombe à l'ouest du ciel ! Cette année, les îles de Dublin et de Cork ont lancé une expérience de télévision par satellite. Pendant neuf mois, les foyers câblés de ces régions recevront — gratuitement — une sélection de chaînes européennes et américaines, et inévitables Sky Channel et

Supersatellite — musique pop oblige ! — mais aussi Channel 4, Lifestyle, des chaînes culturelles et sportives, la très controversée Worldnet (chaîne d'informations financée par le gouvernement américain et liée à la CIA) et même TV 5, la chaîne francophone. Après cette période d'essai, les câbles diront ce qu'ils en pensent, s'ils veulent s'y abonner et à quel prix.

Face à cette véritable explosion audiovisuelle, la télévision nationale, avec ses deux chaînes et ses moyens limités (voir encadré), a fort à faire pour remplir sa mission officielle : « Informer, distraire et éduquer », sans oublier son devoir de « répondre à l'attente des minorités ».

« S'évader du jardin anglais »

Radio Telefís Éireann (RTE) fête cette année son vingt-cinquième anniversaire. Pas question pourtant pour le service public irlandais de se reposer sur ses lauriers, puisqu'il se trouve soudain confronté à une concurrence des plus acharnées venues du ciel. « Nous sommes dans une situation curieuse, confie M. Vincent Finn, directeur général de la RTE. Nous subissons tous les inconvénients du monopole — notamment l'absence d'un réseau national alternatif qui stimulerait la création et permettrait un échange de talents — sans en connaître les avantages, à savoir la protection contre la concurrence ! »

La domination culturelle de l'Irlande par la Grande-Bretagne n'est certes pas nouvelle, mais les progrès technologiques la rendent de plus en plus sensible. Un journal sur trois acheté dans la République, par exemple, est anglais, malgré les sentiments nationalistes, nourris par les troubles en Irlande du Nord. Et les tabloïds britanniques (presse à sensation comme le *Daily Mirror* ou le *Sun*), qui se vendent au tiers du prix

des journaux irlandais, envisagent même de lancer des éditions irlandaises, imprimées dans la République.

La BBC, de son côté, ne possédait pas de problèmes à la RTE tant qu'elle était difficilement captée en Irlande. Mais le câble et le satellite ont introduit l'ennemi dans la forteresse. En outre, depuis son entrée dans le Marché commun, l'Irlande a découvert de nouveaux horizons. « Nous nous sommes enfin évadés du jardin anglais », explique Brian Quinn, correspondant diplomatique du quotidien anglais *The Independent*. « Nous avons découvert l'Europe continentale, ainsi qu'un rôle particulier en tant que pays neutre ».

L'ouverture est à double sens, cependant, car la concurrence n'en est que plus forte. Concurrence limitée, dans un premier temps, grâce au

niveau médiocre des chaînes comme Sky Channel et Supersatellite, destinées surtout aux jeunes. Mais 50 % des Irlandais n'ont-ils pas moins de vingt-cinq ans ?

Et s'il n'y avait que les télévisions étrangères ? La RTE se voit menacer par autres médias, à commencer par la vidéo. Dans un pays où la censure morale et religieuse est stricte, la tentation est grande d'aller voir ce qui se produit ailleurs. Cela explique le trafic intense de vidéocassettes importées directement de l'étranger. Autre épine dans le flanc de la télévision et la radio d'Etat : les radios pirates. Depuis dix ans, l'Irlande connaît, elle aussi, sa guerre des radios privées. Le nouveau gouvernement de M. Haughey prépare le cinquième projet, et promet la libération des ondes pour 1988.

En attendant, des radios pirates se sont installées tranquillement sur les

Monopole

Créée le 31 décembre 1961, la télévision nationale d'Irlande, Radio Telefís Éireann (RTE), compte deux chaînes de télévision (RTE1 et RTE2), trois stations de radio (dont une en langue irlandaise), un réseau de radios locales et deux orchestres.

Le service public est dirigé par une autorité composée de neuf membres nommés par le gouvernement pour cinq ans. La RTE est financée par la redevance (pour 40 %) — 62 livres irlandaises — et par la publicité (pour 60 %). Le montant de la redevance, ainsi que les tarifs publicitaires, sont fixés par le gouvernement.

La RTE participe financièrement, à hauteur de 80 %, dans Catholink, la société qui a installé la télévision par câble dans 60 % des foyers irlandais. Paradoxe-

ment, la RTE favorise donc ses principaux concurrents (câbles par câble et par satellite).

L'Irlande ne possède pas d'autorité indépendante en matière de télévision (comme la CNCL en France ou l'IBA en Grande-Bretagne), mais il existe une Broadcasting Complaints Commission (commission des plaintes) qui examine les plaintes émanant du public.

La censure vise surtout le pornographie, mais il existe aussi un domaine politique sensible. Selon l'article 31 de la loi sur l'audiovisuel, la télévision ne doit pas donner la parole à un membre d'une organisation extrémiste (IRA, Sinn Féin, Ulster Defence Association, Irish National Liberation Army). Une interdiction très controversée.

Elles sont actuellement soixante-dix à diffuser illégalement, à la barre des pouvoirs publics. Tolérées par ceux-ci, elles drainent une part non négligeable du marché publicitaire. A tel point que la deuxième station de radio de la RTE est déficitaire ! Les finances de la RTE sont également grevées par un deuxième manque à gagner : celui de la redevance, qui rentre très mal. Avec une perte de 20 %, soit 5 millions de livres irlandaises, le pays connaît une des fraudes les plus importantes d'Europe. Le président de la RTE, M. Jim Cullinan, a récemment adressé au gouvernement une double réclamation : la fin des radios pirates — « La RTE ne craint pas la concurrence, assure-t-il, à condition qu'elle soit légale et loyale » — et l'autorisation de prélever la redevance directement, sans passer par les RTT, jugées « beaucoup trop laxistes ».

Un public très fidèle

En dépit des orages menaçants, la petite RTE se défend admirablement. Grâce à un plan d'austérité décidé en 1985 (baisse des coûts de production, réduction des effectifs : 300 sur 2 150 en cinq ans), elle a même réalisé un bénéfice de 3,4 millions de livres en 1986.

Elle dispose de trois atouts de taille dans cette bataille pour l'avenir, qui ne fera que s'intensifier. D'abord, des moyens techniques ultra-sophistiqués : un système de caméras et d'éclairage entièrement informatisé, qu'il n'existe nulle part ailleurs en Europe, en dehors de la Suisse. Ensuite d'un environnement culturel privilégié. Les Irlandais s'intéressent à la politique et aux affaires étrangères. Peuple d'écrivains et de poètes, de grands parleurs, chanteurs et... buveurs, devant l'Eternel, les Irlandais aiment leur culture, et la culture.

Enfin, le public de la RTE est très fidèle à sa télévision nationale. Les chiffres sont éloquentes. Dans les régions où les téléspectateurs ont le choix entre plusieurs chaînes, la RTE fait une audience moyenne de 45 %, et même de 55 % entre 18 heures et 23 h 30, ce qui équivaut à une moyenne nationale pour la RTE, toutes régions confondues, de 70 % ! Le public est particulièrement friand des débats télévisés : shows, documentaires, magazines d'informations. Il est à noter surtout que, malgré l'invasion de produits américains, huit des émissions les plus regardées sont d'origine irlandaise. Battu en brèche, « Dallas », par exemple, ne figure qu'en troisième position...

Une des priorités fixées par la RTE est d'augmenter la production nationale, qui, de 34 % de la production totale en 1986, doit passer à 50 % en 1990. On prévoit également de développer les coproductions. D'abord avec la Grande-Bretagne, dont le partenaire privilégié est Channel Four, puis avec l'Europe. La dernière coproduction étrangère était « L'année des Français », tournée avec FR3 ; l'épopée de l'expédition avortée du général Humbert, qui voulait aider les Irlandais, au nom de la Révolution française, à se libérer du joug anglais.

Pour le moment, la RTE se maintient honorablement face à ses nombreux concurrents. Mais pour combien de temps ? Un nouvel ennemi se profile à l'horizon. Le gouvernement actuel reproche à la RTE son indépendance, son esprit critique, son « gauchisme », et censure l'idée de créer une télévision privée qui lui voudrait (comme beaucoup de gouvernements) à sa dévotion. Le projet de privatiser la deuxième chaîne a renoué l'hostilité des syndicats. Alors on songe maintenant à créer une chaîne commerciale câblée, confiée à des amis politiquement sûrs. La RTE a encore de belles batailles devant elle...

ALAIN WOODROW.

Samedi 29 - Dimanche 30 août

هكذا من الأصل



100

Crédits, changes, grands marchés

Le Monde • Dimanche 30-Lundi 31 août 1987 11

L'EUROMARCHÉ

La peur du gendarme

Au-delà des mouvements à bien court terme, l'on est réduit sur l'euro-marché, limitant le plus souvent à trois ans la vie des transactions nouvelles, ce sont les tentatives de contrôle et d'organisation suscitées par une internationalisation croissante que l'on suit avec la plus grande attention. Les Etats-Unis ont, à leur habitude, pris les devants, s'annonçant en matière financière comme les gendarmes du monde. La très sévère SEC (Securities and Exchange Commission) ne laisse aucun doute à ce sujet quand, il y a quelques jours, Charles Cox annonçait devant la Chambre de commerce suédoise-américaine que les tâches de la commission qu'il préside « sont simples à comprendre : la SEC doit tout bonnement coordonner, développer, contrôler les marchés des valeurs mobilières du monde et y assurer l'ordre ».

Une déclaration de cette nature, faite à Zurich, a fait frémir bien des sourcils en Helvétie, où le respect des prérogatives nationales est souvent affirmé avec davantage de vigueur qu'ailleurs quand apparaît une menace. Même si l'on approuve le fond des décisions qui pourraient être prises, on ne manque pas de dénoncer le danger de marginalisation que courent les absents. Les cas des négociations monnaies, certes, entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour aboutir à une unité de vue en matière de coefficient de solvabilité à respecter par les établissements de crédit est souvent cité à cet égard comme de nature à associer la supériorité des principaux pôles internationaux.

Une simple adhésion de Tokyo aux propositions anglo-américaines pourrait ensuite conduire à un triangle financier où l'Europe ne serait qu'indirectement associée. Il conviendrait donc de maintenir les discussions internationales dans le cadre plus large de la Banque des règlements internationaux, par exemple, où la participation de tous les grands pays industrialisés est assurée.

A Bruxelles, où la réaction communautaire s'exprime parfois plus discrètement, la hantise d'une suprématie des marchés financiers américain et japonais est tout autant présente. Elle transparaît dans la recherche de l'intégration financière vers laquelle on tend pour 1992. Sans une cohésion européenne, il pourrait bien être impossible d'empêcher que des décisions prises à l'échelon national outre-Atlantique ou en Extrême-Orient ne prennent une dimension mondiale. Mais pour que la carte européenne puisse se jouer, il faut

que tombent nombre de barrières nationales : sur la fiscalité, les méthodes de travail ou la réglementation de l'épargne. Il faudra également appliquer de nouvelles et mêmes règles pour les douze pays de la Communauté. Ce dernier aspect a été fâcheusement illustré récemment par une ébauche de directive sur les prospectus en matière d'émissions qui, si elle s'appliquait, ne manquerait pas de paralyser l'activité.

Effrayés par tout ce qui annonce de nouveaux contrôles, inquiétés par la défaillance du dollar, voyant en Allemagne ou aux Pays-Bas les gouvernements s'empresser de lancer des emprunts d'Etat, ce qui paraît confirmer la crainte générale d'une remontée ultérieure des taux d'intérêt, la masse des investisseurs privés d'Europe ne trouvent à leur retour de vacances aucune autre raison de s'intéresser de près aux nouvelles émissions euro-obligataires. Ils recherchent plutôt la quiétude familière des marchés domestiques, et, quand les conditions offertes sont convenables, ils s'y précipitent. Jamais autant que cette année on aura souscrit, au Grand-Duché, de emprunts libellés en francs luxembourgeois.

La délicate situation du marché de l'ECU est mise en évidence par une opération obligataire de 100 millions pour le compte de l'emprunteur habituel du groupe General Motors,

GMAC. Lancée à 101 %, elle est d'une durée si courte qu'elle n'autorise que deux paiements de coupons, de 7,50 % chacun ; le premier en 1988 et le second coïncidant avec le remboursement du principal, le 29 septembre 1989. Devant la difficulté de convaincre immédiatement les investisseurs du mérite de la transaction, certaines banques du syndicat d'émission ont fait appel à un argument fondamental, celui de la composition de la monnaie européenne et de sa révision, prévue pour 1989, dans le cadre d'une procédure normale qui se répète tous les cinq ans. La date de la prochaine révision n'est pas encore précisément fixée, mais elle devrait avoir lieu en septembre ou en octobre 1989. L'emprunt GMAC venant à échéance à peu près à ce moment, on a dit, ou on a fait dire, qu'il était de nature à prémunir les investisseurs du danger d'un élargissement possible aux monnaies libriques.

L'argument est de peu de poids au vu des conditions difficiles posées à l'entrée d'une nouvelle monnaie et à la relativement faible pondération que l'on peut en attendre. En outre, il est allé à l'encontre du but recherché, révélant des craintes oubliées et imputées sur l'ECU. Vendredi, sur le marché gris, les obligations se traitaient à - 1,50, - 1,25, c'est-à-dire avec une décote supérieure à la commission bancaire totale de 1,125 %.

Crédit lyonnais bien accepté

La démarche rappelle de loin celle, beaucoup plus subtile, qui, à l'automne 1985, avait conduit à adapter au calendrier électoral français les conditions d'un euro-emprunt à taux flottant lancé pour le compte du Crédit foncier de France sur la base de coupons semestriels de 0,25 % plus élevés que le Libor pour une durée maximale de dix ans. L'opération de 500 millions de dollars avait dû en partie se révéler immédiate à la possibilité laissée aux porteurs de reconsidérer leur investissement après environ quatre ans, c'est-à-dire à mi-chemin entre les élections législatives de 1986 et la présidentielle de 1988. Une clause assez classique prévoyait, dès le départ, une possibilité de sortie, au pair, après cinq ans et sept ans, soit en 1988 et 1990, au gré des détenteurs d'obligations. Mais ces derniers se voyaient en outre pourvus d'une option supplémentaire, particulièrement habile et tout à fait singulière : celle de renoncer dès le mois d'août 1987, contre paiement d'un dédomma-

gement de 0,25 %, à leur prérogative d'exiger l'année suivante le remboursement anticipé. Ceux qui en attendaient une indication de la perception du climat politique français les grands investisseurs internationaux en seront toutefois déçus, car le Crédit foncier avait décliné les événements, en 1985 déjà, en remboursant l'emprunt.

L'Euro-marché n'a vu, la semaine passée, qu'une seule nouvelle adresse française, le Crédit lyonnais, qui proposait une émission de 60 millions de dollars australiens sur trois ans. Les obligations sont munies de coupons de 13,75 % et lancées au prix de 101,40 %, ce qui donne un rendement brut de 13,16 %. Rien de compliqué, elles se traitaient en fin de semaine à l'intérieur des commissions bancaires totales de 1,50 %. Au travers d'un « swap » assez aléatoire, l'emprunteur se procure des fonds en dollars à taux flottant.

(Interim.)

LES DEVICES ET L'OR

Pessimisme pour le dollar

Rien ne sert de contredire la tendance. Ce vieux précepte des marchés financiers était particulièrement d'actualité cette semaine, où le dollar, souffrant toujours de la dégradation de la balance commerciale américaine, a poursuivi sa glissade. Certes, le repli du billet vert n'est pas impressionnant qu'il y a quinze jours, mais aujourd'hui l'inquiétude des investisseurs des principaux pays industrialisés est beaucoup plus manifeste. On n'est plus loin, en effet, pour le dollar, des niveaux les plus bas depuis la signature de l'accord du Louvre, en février dernier. La fin de la période estivale est particulièrement redoutée, et les cambistes n'hésitent pas, dans leur ensemble, à approuver les prévisions du principal économiste de la firme Salomon Brothers, M. Henry Kaufman, qui envisage dans un avenir proche un dollar à 130 yens et, 1,70 mark.

Dans cette ambiance pessimiste, il n'est pas étonnant que ni les déclarations des responsables monétaires ni les interventions des principales banques centrales ne soient parvenues à enrayer le déclin du billet vert. Pourtant, Japonais, Allemands et Américains se sont relayés pour se plaindre des effets néfastes qu'engendrerait pour leurs économies un nouvel affaiblissement de la devise américaine. Ainsi M. Sumita, gouverneur de la Banque du Japon, a affirmé qu'à moins de 140 yens, le niveau du dollar serait préjudiciable à la croissance de l'économie japonaise. Mais ses propos ont été peu écoutés et, malgré les interventions importantes de la Banque du Japon tout au long de la semaine - estimées à 1 milliard de dollars environ - le dollar a clôturé à Tokyo à 141,51 yens, son plus bas niveau depuis mai dernier. Au ministère de l'Economie, M. Kiuchi Miyazawa n'a pas eu plus de succès lorsqu'il est revenu sur sa déclaration de la

semaine dernière, qui vantait la vertu des forces du marché, pour affirmer au contraire que le Japon n'avait pas l'intention de laisser le yen à la merci de « fluctuations sauvages ».

Côté allemand, les dirigeants n'ont pas eu plus de chance puisque, au moment où le ministre de l'Economie, M. Martin Bangemann, affirmait que la baisse du dollar à moins de 1,80 mark serait dangereuse pour les exportateurs allemands, on annonçait une nouvelle progression de l'excédent commercial allemand en juillet, qui atteint 9,9 milliards de marks, contre 8,3 milliards en juin.

La dépréciation du billet vert permettrait-elle une résorption plus rapide du déséquilibre commercial entre les Etats-Unis, d'une part, et le Japon et l'Allemagne, de l'autre ? Certains partisans du protectionisme au Congrès américain en sont convaincus, et c'est certainement à leur égard que le délégué de la Maison Blanche au commerce international, M. Clayton Yeutter, a affirmé que l'économie américaine n'avait rien à gagner d'un repli sur des positions plus basses. « Il a fallu des années pour que de multiples déséquilibres dans nos échanges commerciaux se traduisent par un déficit de 170 milliards de dollars. Ce n'est pas en une nuit que l'on peut corriger cela », a-t-il ajouté.

Interventions des banques centrales

En fin de semaine, le recul du billet vert a été freiné par une véritable action coordonnée des banques centrales européennes. Déclenchée par la Bundesbank dans la matinée du 28, des achats de dollars ont été déclinés également de la part de la Banque de France et de la Banque nationale suisse. Le dollar s'est donc stabilisé vendredi à 6,0815 F au

fixing de Paris, contre 6,1145 F le 21 août, et à 1,8204 mark à Francfort contre 1,8283. Mais la baisse reprendrait dès l'ouverture du marché new-yorkais, et l'efficacité des actions des banques centrales semble devoir être de plus en plus sujette à caution. L'utilisation de l'arme des taux d'intérêt pourrait être bientôt évoquée, en cas d'accroissement du repli. Pour l'instant, les Etats-Unis sont fermement opposés à tout relèvement du taux de l'escompte qui entraverait la reprise fragile de la croissance américaine. Le nouveau président du Fed, M. Alan Greenspan, devra bientôt se prononcer à ce sujet.

Le franc français, a, comme à son habitude, souffert de l'appréciation du mark contre dollar, et la Banque de France s'est vue contrainte d'intervenir lors de la cotation officielle du 28 août, vendant, au dire des cambistes, environ 100 millions de marks contre francs. La devise allemande a donc été fixée à 3,3405 F, soit un peu plus bas que son cours de vendredi dernier (3,3430 F). Pas d'évolution majeure au sein du SME, où la couronne danoise reste toujours en queue. L'écart entre la première et la dernière devise a légèrement progressé, atteignant 1,35 %. Ecart satisfaisant, alors que le conseil des ministres des finances et des gouvernements des banques centrales des pays de la CEE, qui se tiendra les 12 et 13 septembre prochain, examinera certaines modifications aux règles de fonctionnement du SME, dont une possible réduction des marges de fluctuation des monnaies entre elles.

(Interim.)

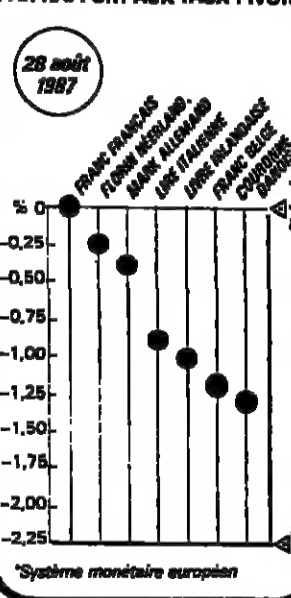
COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AU 28 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.L.	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Franc belge	Libre
Londres	1,3581	1,3581	16,3817	16,3817	55,428	2,6255	48,9237	8,9741
New-York	1,2778	1,2778	16,4231	16,4231	54,681	2,6442	49,2567	8,9741
Paris	6,0815	6,0815	485,76	334,16	16,9742	296,48	4,6119	4,6119
Zurich	2,4444	2,4444	16,4231	16,4231	54,681	2,6442	49,2567	8,9741
Frankfurt	2,4444	2,4444	16,4231	16,4231	54,681	2,6442	49,2567	8,9741
Breuxelles	61,4698	61,4698	37,78	4,2211	35,227	297,89	16,444	2,6255
Amsterdam	3,3377	3,3377	33,7284	136,85	112,71	5,4288	1,5773	1,5773
Milan	2141,82	2141,82	214,83	879,81	774,57	34,8541	442,86	442,86
Tokyo	142,70	142,70	23,4472	94,787	76,283	3,7771	69,578	8,1883

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 28 août, 4,2586 F contre 4,2649 F le vendredi 21 août.

AMPLIEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Grandes manœuvres sur le sucre blanc

Sur le marché mondial, le sucre blanc est aujourd'hui largement plus demandé que le roux comme en témoigne l'écart grandissant (actuellement environ 54 dollars par tonne) entre les cours des deux marchandises. Ce regain d'intérêt sur le blanc oblige les négociants à faire face à un besoin accru de couverture sur les marchés à terme. C'est dans ce contexte qu'il faut situer les offensives des marchés de Londres et surtout de New-York qui souhaitent entamer le quasi-monopole de la place de Paris en la matière. La Bourse de commerce de Paris traite en effet 97 % des transactions sur le blanc.

En lançant, le jeudi 27 juillet dernier, sa cotation informatisée sur le sucre blanc, le London Fox a donné le ton, mettant l'accent sur le niveau

élevé des commissions perçues sur le marché parisien. Riposte de Paris : M. Henri Azopard, président de la Compagnie de commissionnaires agréés près la Bourse de commerce, a annoncé une prochaine diminution des taux de commissions.

En fait, ce n'est pas tant Londres que New-York qui inquiète le plus les autorités du marché parisien. Le 5 octobre prochain, le Coffee, Sugar and Cocoa Exchange va voter un contrat sur le blanc antérieurement identique à celui du marché de la rue de Valenciennes. Le menace est des plus sérieuses car, compte tenu des volumes traités et de la position ouverte de la place, le marché américain, qui ne cote pour l'instant que le roux, dicte la tendance sur les autres marchés.

En outre, les maisons de courtage américaines continuent de faire concurrence redoutable au fait des moyens financiers dont elles disposent et de leur implantation mondiale. Et les marchés américains ne laissent pas sur la promotion de leurs contrats. Le Chicago Board of Trade, par exemple, n'hésite pas à dépenser 1 million de dollars pour la publicité d'un nouveau produit. « Sur ce plan, nous ne pouvons pas rivaliser avec eux », souligne M. Azopard qui ne cache toutefois pas sa satisfaction de se voir copié.

Pour contrer ces offensives anglo-américaines, le marché de Paris lance le 15 septembre un contrat d'options négociables sur le sucre blanc. De plus, les opérateurs-résidents vont désormais pouvoir utiliser la convertibilité en dollars jusqu'à accessible aux non-résidents. Cette mesure sera toutefois réservée aux professionnels.

Par ailleurs, la Commission des marchés à terme de marchandises (COMT) a publié au Journal officiel le nouveau règlement général

des marchés de la place de Paris avant de s'attaquer à ceux des places de Lille et de Havre. Entre autres nouveautés, ce texte autorise le principe de contrepartie indispensable pour la liquidité du marché, en particulier en cas d'exercice d'options.

Autre innovation, les courtiers pourront désormais traiter pour leur propre compte, à condition de le faire savoir en ouvrant un compte chez un commissionnaire. Cette mesure facilitera le contrôle des activités des remisiers. Les « indécidables » qui ont causé un grand tort aux marchés parisiens devraient donc être évités.

Reste que le dernier blocage au développement de la Bourse de commerce n'est toujours pas levé. Le régime fiscal appliqué aux plus-values réalisées sur les marchés à terme de marchandises demeure dissuasif quand on le compare à celui des profits sur cession de valeurs mobilières. En effet, les gains réalisés à la Bourse de commerce sont taxés dans la tranche la plus élevée de l'IRPP au-delà d'un plafond annuel de 20 000 francs alors que les opérations effectuées au MATIF disposent d'un régime identique à celui appliqué aux profits dégagés par la vente d'actions, à savoir un taux d'imposition de 16 %.

Toutefois, les autorités de la place de Paris espèrent voir un amendement supprimant cette différence voté à la session parlementaire d'automne. Une fiscalité plus souple permettrait la création de fonds communs partiellement investis en matières premières dont le principe intéresse déjà les banquiers. Le lancement de ce type de fonds contribuerait en outre à un regain de dynamisme des marchés aujourd'hui poussifs, à l'exception du sucre.

(Interim.)

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Forte baisse aux Etats-Unis

Les marchés du crédit ont réagi très vivement cette semaine au repli du dollar (voir la rubrique Les devises et l'or). Aux Etats-Unis en particulier, une chute très nette des cours a été enregistrée, et l'obligation-phare, la trentenne à 8 1/8 %, a terminé la semaine à un cours de 9,15 %. La barre de 9 %, que les professionnels considéraient comme un test, lors de la dernière adjudication d'arbitrage du Trésor américain, a donc été largement dépassée, et ceux-ci attendent désormais à des taux voisins de 9,30 %.

Malgré les déclarations apaisantes des responsables monétaires de plusieurs pays, les anticipations de baisse du dollar et les craintes en matière d'inflation se font de plus en plus vives. Si l'un des gouverneurs du Fed, M. Holzer, a évoqué un taux d'inflation limité à 4 % en 1987, la plupart des opérateurs tablent sur 5, voire 6 %. La vive baisse des cours fait redouter un retrait des investisseurs étrangers du marché américain. Si les Japonais décident d'accepter des pertes substantielles et de vendre le papier acquis, les taux se tendront encore davantage. D'ailleurs, aidé par des opérations d'arbitrage et par l'appréciation des cours du yen, le marché obligataire de Tokyo s'est très bien tenu cette semaine : si cette tendance se poursuit, elle pourrait engendrer d'importants déplacements de capitaux.

Tout relèvement du taux de l'escompte américain semble pour l'instant à exclure, en raison de l'impact d'une telle mesure sur le niveau de l'activité économique. Des rumeurs, rapidement démenties, selon lesquelles la Citibank aurait relevé son prime rate ont circulé, confirmant ainsi la nervosité des marchés face à la poussée des taux.

Le marché obligataire allemand a également obéi du terrain, et les taux sur les fonds fédéraux à dix ans se sont tendus jusqu'à 6,45 %. Le marché reste sensible aux interventions de la Banque centrale allemande sur le marché des changes, qui achète du dollar contre du mark. La Bundesbank émettra la semaine prochaine 4 milliards de marks d'obligations, ce qui risque de provoquer des remous sur le marché obligataire outre-Rhin.

Dans ce contexte international difficile, le marché français a assez bien résisté, particulièrement grâce à la confirmation d'une hausse de l'indice des prix en juillet de 0,2 % seulement. Jeudi prochain aura lieu une adjudication d'OAT (Obligations assimilables du Trésor), 8,5 % à sept et quinze ans, et de TBM (Taux moyen des bons du Trésor) à douze ans. Il sera intéressant de savoir quelle somme le Trésor décidera de soumissionner - compte tenu de la hausse du coût de son endettement - et dans quelle mesure il effectuera des arbitrages sur bons du Trésor, entraînant ainsi la tendance générale qui privilégie l'endettement à court terme. Le Trésor pourrait choisir de lever 4 milliards de francs environ en OAT, et de compléter son besoin de financement par des titres plus courts.

Correction sur le MATIF

La semaine a été marquée par deux émissions importantes. Celle de la CAECL, qui a vendu par adjudication 1 140 millions de titres, à un prix moyen de 97,99. Le papier était assorti d'une commission de placement de 0,50 % et, par rapport à un taux de référence de 9,88 %, la marge s'établissait à - 0,31. Dans

ces conditions d'émission attrayantes, il n'est pas surprenant que l'opération ait été bien accueillie. Tel n'a pas été le cas, en revanche, pour l'émission de la Caisse nationale des autoroutes (1 milliard de francs à taux variable), dont la marge s'élève à - 0,51.

Le MATIF a confirmé son entrée dans une phase de consolidation aux environs du pair, et le sentiment exagérément baissier des dernières semaines a été corrigé. La remontée des cours est liée en particulier à des exercices d'options de vente (put) sur l'échéance septembre. Les volumes de transactions ont été très importants, atteignant un record de 115 096 contrats le 27 août, où 57 milliards de francs ont été échangés.

La Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) a décidé, en raison de l'augmentation de l'activité déployée sur le contrat de l'emprunt notional, de différer jusqu'à une date indéterminée l'ouverture du marché des options négociables, qui était prévue pour le 3 septembre prochain.

Sur le marché monétaire, les taux se sont légèrement détendus, baissant jusqu'à 7 3/16 % vendredi, mais restant toujours proches du taux d'intervention de la Banque de France, fixé à 7 1/2 %.

A noter enfin un petit incident sur le marché en pleine explosion des billets de trésorerie. Pour la première fois depuis la création du marché, il y a près de deux ans, un emprunteur a fait défaut, un montant il est vrai limité de 30 millions de francs. L'encours des billets de trésorerie ne cesse de progresser, et atteint actuellement 48,4 milliards de francs.

(Interim.)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'échec du putsch contre M ^{re} Aquino aux Philippines. — La situation en Afrique du Sud. 4 États-Unis : les exécutions de condamnés à mort se multiplient. — Yougoslavie : un gigantesque scandale financier.	5 Les universités d'été des parisiens.	6 Grâce présidentielle pour un ancien avocat de Vesoul.	6-7 La polémique sur les sondages d'audience. 7 La mort de John Huston. — Enquête sur vingt-cinq ans de télévision en Irlande.	9 Les Européens reprennent l'offensive dans le vidéo. 10 Le Japon surmonte la hausse du yen. — Revue des valeurs. 11 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Météorologie 6 Mots croisés 6 Camet 6 Spectacles 8	● La mort de John Huston. ACT ● L'affaire Medonno vous touche-t-elle ? JOUR ● Des livres pour la rentrée. LT Actualité, Sports, International, Jeux, Cinéma, Bouffe. 3615 Tapes LEMONDE

M. Giraud : « Le calme règne en Nouvelle-Calédonie »

Après avoir rendu visite à M. Guy Chevillon, le gendarme blessé le mardi 25 août, vraisemblablement par Philippe Bédart, dans les Landes, M. André Giraud, ministre de la Défense, interrogé sur le dossier calédonien, a estimé, le vendredi 28 août, à La Teste (Gironde), que « ce n'est pas parce qu'il y a quelques manifestations sans blessés qu'il faut oublier que le calme règne en Nouvelle-Calédonie ». Souhaitant « qu'on ne déforme pas » ce dossier, M. Giraud a expliqué ce retour au calme par « la politique qui a été suivie par le gouvernement depuis quelques mois ». « Nous allons bientôt voir les Calédoniens s'exprimer dans la paix », a-t-il ajouté.

C'est le dimanche 30 août que s'ouvre la campagne électorale pour le référendum du 13 septembre. Cette campagne, à laquelle les indépendantistes du FLNKS ne participent pas, s'achèvera le 11 septembre à minuit.

Trois partis politiques

Trois partis politiques ont été habilités à y prendre part : le RPCR, le LKS et le FN, qui se répartiront les temps d'antenne, respectivement vingt-cinq, vingt et quinze minutes. Dans un communiqué, la Commission nationale de la communication et des libertés a précisé que la représentativité des trois formations a été appréciée « au vu non seulement de leur représentation dans les institutions territoriales et régionales, mais également au regard de leur importance respective dans les conseils municipaux ».

Le LKS (indépendantiste) dispose d'un temps d'antenne supérieur à sa représentativité pour tenir compte de la nature de la consultation afin qu'un relatif équilibre soit donné aux thèses en présence. M. Pierre Maresca, secrétaire général du RPCR, a qualifié cette répartition d'« injuste ».

L'Assemblée du Conseil de l'Europe demande à M. Chirac d'exempter de visa les ressortissants de tous les pays membres

M. Louis Jung, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, vient de demander au premier ministre français d'« élargir rapidement le cadre des pays exemptés de visa à l'ensemble des pays membres du Conseil de l'Europe » (vingt et un États européens).

Après la vague d'attentats survenus en France en septembre dernier, le gouvernement français avait exigé l'obtention d'un visa pour les étrangers pénétrant en France, à l'exception de ceux provenant des douze pays de la CEE ou de la Suisse.

Dans une lettre adressée, le mercredi 26 août, à M. Jacques Chirac, M. Jung se fait l'écho d'« un grand nombre de membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, notamment les délégations scandinaves », qui « protestent énergiquement contre le maintien et le récent renforcement de l'obligation de visa pour l'entrée en France ». Il souhaite que la suppression des visas profite en tout premier lieu aux pays scandinaves et à l'Autriche et propose que cette mesure puisse intervenir ou être annoncée « avant l'ouverture de la session d'automne de l'Assemblée, le 1^{er} octobre prochain ».

● Les parents de Pierre-André Albertini protestent. — Après les propos de M. Jean-Bernard Raimond, qui avait déclaré, jeudi 27 août, que ce dernier « ne s'était pas comporté comme devrait le faire un coopérant » (le Monde du 29 août), le père de M. Albertini a estimé que ces affirmations étaient « indignes d'un ministre des affaires étrangères ». « Je ne nie pas, a-t-il ajouté, la réalité des démarches effectuées par le gouvernement français, mais, depuis un an, elles n'ont abouti à rien », a déclaré pour sa part : « Je trouve cela absolument honteux ».

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + LEMONDE

Tous les dirigeants condamnent les émeutes contre la vie chère à Beyrouth

BEYROUTH
de notre correspondant

Un état de quasi-émeute continuait de régner samedi 29 août dans la banlieue sud chite marseillaise, et dans une moindre mesure à Beyrouth-Ouest (secteur musulman de la capitale) à la suite de l'explosion de colère de jeudi, provoquée par une inflation galopante induite par la dévaluation de la livre libanaise.

La situation devrait rester trouble et chaotique, tant que n'auront pas été réglées trois questions immédiates, de nature non à éteindre la crise, mais à en atténuer les effets :

I. — Suppression du soutien aux carburants, qui devrait se traduire par un triplement de leurs prix ; mais le public les paie pratiquement déjà le double partout, sauf dans le secteur chrétien. Pour le Trésor, cela équivaudrait à une économie de 60 milliards à 90 milliards de livres par an (200 millions à 300 millions de dollars) et en conséquence devrait donner un coup d'arrêt à la dépréciation de la monnaie nationale.

II. — Mise en place de mesures compensatoires au niveau de l'enseignement, des soins médicaux et des transports en commun. Première mesure concrète : les crédits nécessaires à l'acheminement, de Paris à Beyrouth, de huit autobus achetés depuis plusieurs années et entreposés à grands frais à la régie Renault, ont été débloqués. Il a fallu pour cela que le premier ministre par intérim, M. Hoss, et le ministre des transports, M. Jomblatt, contresignent un décret du président Gemayel, qui les boycottent.

III. — Nouvelles augmentations de salaires au titre de la vie chère, la dernière remontant à mai seulement, et basées sur les prix à la fin 1986.

Quatre éléments notables se dégagent de cette situation quasi insurrectionnelle, instable et déstabilisante : la paupérisation accélérée d'une bonne moitié de la population dans les deux secteurs chrétiens et musulman du pays, mais qui a néanmoins pris au dépourvu les leaders politiques les plus

directement concernés, en l'occurrence ceux de Beyrouth-Ouest.

Tout d'abord l'immunité de ces dirigeants à condamner l'émeute, du moins les sautes et pillages l'ayant accompagnée. Du Hezbollah (mouvement chiite) au PSP (progressiste), tout le monde est contre et l'a plus ou moins exprimé. Même quand ils admettent que le mouvement a commencé spontanément, ils soulignent qu'il a ensuite été exploité, sans cependant dire par qui.

Prudence de Damas

Unanimité également concernant la nécessité de supprimer la subvention aux carburants ; bien que le camp chrétien ait pris l'initiative de la réclamer, le camp musulman s'y est rallié. Le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, en visite dans l'« autre » partie du Liban chrétien, au nord, chez le patriarche maronite, Mgr Sfeir, et l'ancien président Soleiman Frangieh, l'a exprimé sans ambiguïté, sous réserve que la population soit soulagée des frais de scolarité et des soins médicaux. Donc, sur le principe, tout le monde est d'accord ; la mise en œuvre est une tout autre affaire.

Troisième donnée : bien que le dollar affaiblisse tout le monde au Liban et affecte les personnes dont les ressources sont en livres libanaises aussi bien parmi les chrétiens que parmi les musulmans, Beyrouth-Est observe bien sagement les convulsions de Beyrouth-Ouest. La situation y est mieux contrôlée par l'établissement politico-militaire. Un comité d'aide aux nécessiteux y est organisé, notamment par les Forces libanaises (milices chrétiennes) et, pour des gestes politiques, telle la chaîne pacifique Hamra-Achraf à travers le symbole de détermination, les deux parties de la population ont de moins en moins de possibilités d'actions communes sur des problèmes fondamentaux. Une partie du camp chrétien, le PNL de M. Dany Chamoun, a tenté de prendre l'initiative d'appuyer le mouvement

qui se développe en secteur musulman, proposant de le transformer en grève générale commune et illimitée, mais pacifique, jusqu'à ce qu'une solution intervienne.

Enfin, la Syrie, défilée de facto à partir du moment où la manifestation tournait à l'émeute dans un territoire où elle assume l'ordre, s'y oppose sur le terrain mais, pour éviter d'apparaître comme en étant la cible, agit avec circonspection alors qu'elle a l'habitude de frapper durement quand elle le veut. Pour le moment, son armée tire en l'air et s'est contentée d'une dizaine d'arrestations. Damas essaie même de canaliser les événements en les orientant vers l'épreuve de force classique entre camp chrétien et camp musulman.

Une semaine de grèves s'annonce qui coïncide avec la célébration de l'Achoura, sorte de « semaine sainte » chiite qui concerne l'islamisation religieuse au sein de cette communauté. Des jours troubles et difficiles en perspective.

LUCIEN GEORGE.

Plusieurs morts dans un attentat à Tripoli

Tripoli. — Plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées, le samedi 29 août, par l'explosion d'une bombe dans un autobus, dans le centre de Tripoli (chef-lieu du Liban-Nord), sous contrôle syrien, a indiqué la police libanaise.

La charge, dont la puissance n'a pas été précisée, a explosé à 10 heures (7 heures GMT) et fait « un grand nombre » de victimes, alors que le bus emmenait ses passagers à une station sur la place principale de Tripoli (86 kilomètres au nord de Beyrouth), a affirmé la même source.

Plusieurs autobus garés sur la place Al-Tell ont pris feu, ont indiqué des habitants contactés par l'AFP. Les secours ont commencé à s'organiser après que les passagers, pris de panique, eurent vidé les rues. — (AFP.)

ROME
de notre correspondant

La tactique des magistrats italiens, qui font traîner en longueur les négociations avec les mutins de la prison de l'île d'Elbe, semble porter ses premiers fruits. Des divisions seraient apparues au sein du groupe, qui détenait toujours, samedi matin 29 août, vingt et une personnes en otage. Le terroriste d'extrême droite Mario Tuti n'en serait plus le chef incontesté.

Ces indications, recueillies parmi les fonctionnaires de la municipalité de Porto-Azzurro, ont été confirmées indirectement vendredi par un des magistrats. Le procureur de la République de Livourne, M. Antonio Costanzo, a révélé que Tuti « ne parlait plus » avec les négociateurs depuis jeudi dernier. Selon des sources proches des magistrats, ceux-ci seraient maintenant pour interlocuteurs deux bandits sardes, plus « durs » que l'ancien militant néo-fasciste, mais dont les positions seraient plus confuses que les siennes. Tous les mutins sont des condamnés à perpétuité et ne risquent pratiquement aucune aggravation réelle de leur peine s'ils commettent de nouveaux crimes.

La situation à Porto-Azzurro a été examinée vendredi soir à Rome par le « comité de crise » qui préside le chef du gouvernement, M. Giovanni Goria. Aucune indication précise n'a filtré sur les travaux. « Les grandes lignes sont toujours les mêmes », s'est borné à déclarer le ministre de la justice, M. Giuliano Vassalli. Les autorités continuent donc à « négocier », bien que l'objet des pourparlers n'apparaît pas clairement, puisqu'elles refusent de mettre à la disposition des mutins l'hélicoptère que ceux-ci réclament pour s'enfuir. L'éventualité d'une intervention armée, rendue difficile par la configuration des lieux, est présente

La prise d'otages de l'île d'Elbe

Deux bandits sardes auraient pris la tête des mutins

comme improbable dans toutes les déclarations officielles.

L'ancien président de la République, M. Sandro Pertini, a proposé une médiation entre les magistrats et les mutins pour sortir de l'impasse. Dans une conversation téléphonique avec le maire de Porto-Azzurro, favorable à un compromis avec les mutins, M. Pertini, quatre-vingt-onze ans, a proposé également de prendre la place des otages, à condition que cet échange leur garantisse d'avoir la vie sauve.

Pour la première fois depuis le début de la mutinerie, un membre du gouvernement, le ministre de la justice, M. Giuliano Vassalli, devait se rendre samedi dans l'île. (Intérim.)

La mort de Georg Wittig prix Nobel de chimie

Le chimiste ouest-allemand Georg Wittig, prix Nobel de chimie en 1979, est mort, le mercredi 26 août, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, a annoncé jeudi l'université de Heidelberg.

G. Wittig avait découvert, en 1953, les ybures de phosphore, molécules grâce auxquelles il avait élaboré une famille de réactions chimiques, qui portent désormais son nom et sont à la base de très nombreuses synthèses organiques. Il a aussi beaucoup contribué au développement de la stéréochimie, cette « science » qui étudie la position, dans l'espace à trois dimensions, des atomes ou groupes d'atomes d'une molécule. Tout en poursuivant son travail de recherche, G. Wittig a consacré une grande partie de son temps à l'enseignement. Il a été professeur à l'Institut technologique de Brunswick et à celui de Fribourg-en-Brisgau, professeur puis directeur à l'Institut de Tubingen, enfin directeur de l'Institut de chimie organique à l'université de Heidelberg.

Polémique à Briançon pour une station de sports d'hiver

Les défis de M. de Caumont

BRIANÇON
de notre envoyé spécial

Au bord du torrent de la Guisane, gonflé par les pluies, des ouvriers s'affairaient à leur chantier. Le maire et son adjoint aux travaux surgissent, s'arrêtent des mains, et l'un s'enquiert de la marche du gros œuvre : « Quatre-vingts tonnes de béton déjà coulé ? C'est bien. Ce sont des irresponsables qui nous demandent d'arrêter. On ne bloque pas un chantier à ce stade, au risque de compromettre la sécurité des futurs usagers. Continuez comme ça. On inaugure le 15 décembre ! »

La future gare de départ du téléski du mont Préal est à peine sortie de terre, le mercredi 28 août, que le maire pense déjà à l'inauguration avant Noël ! Alors même que le préfet vient d'ordonner la suspension des travaux, faute de la moindre autorisation administrative... « Je suis ici chez moi, coupe le maire. C'est moi qui délivre les permis de construire. Si l'on m'interdit d'exploiter le téléski, je transformerai la gare en musée ! »

Qui peut donc tenir des propos aussi abrupts, voire irresponsables ? Un édile de village ? Un potentat local ? Non : le maire de Briançon en personne, Robert de Caumont, énarque, ancien sous-préfet, fondateur des GAM — groupes d'action municipale, passé par le PSU avant d'être élu député socialiste en 1981, tandem Rocard. Voici que « Bouquetin sagace » — son totem d'éclaircieur unioniste — celui qui, lorsqu'il militait dans le Calvados (« du gazon, pas de gazon ! »), passait pour un dangereux écologiste, fait aujourd'hui figure dans sa ville d'ennemi à tout va, soutenu par les hôteliers, les commerçants et tous les professionnels du tourisme de Briançon, comme pourrait l'être n'importe quel élu de droite.

Mais quelle mouche a donc piqué M. de Caumont pour qu'il se lance ainsi, avec une joie mégalomane, dans un incroyable défi à l'autorité ? Comment le pourfendeur de Paul Dijoud, ancien maire, giclar-

dien, de Briançon, qui voulait lui aussi aménager le mont Préal, se permet-il aujourd'hui de reprendre le vieux projet et de vouloir le mener à son terme à la cravache ? « Je n'ai pas changé, affirme le maire. Je n'ai jamais été contre l'aménagement du Préal, mais contre la manière dont mon prédécesseur l'envisageait... sans rien faire pour le réaliser vraiment. Dijoud n'avait qu'une idée pour développer Briançon : le Préal. Et il ne l'a pas fait. »

Il est vrai que, après son élection en 1983, Robert de Caumont n'a plus parlé du Préal, mais, au contraire, insisté sur le développement « diversifié » de Briançon, à commencer par la rénovation de la vieille ville, l'accueil de nouvelles entreprises sur la zone industrielle, la construction de HLM de belle qualité, etc. Mais en 1986, estimant avoir essaié les finances de la ville, notamment par un relèvement de la taxe d'habitation de 50 %, Robert de Caumont souhaite reprendre l'idée, vieille d'un demi-siècle, d'un Briançon station de sports d'hiver — « le ski dans la ville ».

Barrage politique

Après bien des tâtonnements, la municipalité sort un projet qui ressemble à s'y méprendre au projet Dijoud — si l'on excepte la construction de deux mille lits sur le plateau du Préal, à Puy-Saint-Pierre, aujourd'hui abandonnée (le Monde du 6 décembre 1980). Robert de Caumont, qui, en 1982, rejetait comme « expédients » la construction d'une grande surface et la vente à EDF de la régie électrique pour financer les travaux, a réalisé l'une (« c'est une œuvre d'art, pas une boîte à cigares ») et tenté d'obtenir l'autre (« mais EDF a refusé sous la pression de Mado-lin », affirme le maire).

Et le voilà qui se lance, le 7 juillet dernier, dans la construction à Briançon de la gare de départ d'une télécabine qui doit raccorder sa ville à la station de Serre-Chevalier. Les appels d'offres ont

été lancés en mars, mais aucune autorisation administrative (prise en considération, autorisation de construire, autorisation de défrichage, etc.) n'est parvenue à la mairie pour donner le feu vert aux travaux. Et pour cause : l'aménagement du mont Préal prévoit une série de remontées mécaniques et de pistes de descentes qui se déploient sur plusieurs communes : Puy-Saint-Pierre, associée à Briançon depuis 1974, mais aussi Puy-Saint-André et Saint-Chaffrey.

« Une opération intercommunale exige un plan d'aménagement d'ensemble », explique-t-on à la sous-préfecture. Nous l'avons reçu tardivement, à la fin juillet, et sans étude d'impact.

Au barrage administratif est venu s'ajouter, c'est de bonne guerre, un barrage politique. Le maire délégué de Puy-Saint-Pierre, M. Alain Bayrou, jeune conseiller régional UDF, n'entend pas se laisser faire sans réagir. Le 7 août dernier, lorsqu'une pelle mécanique de Briançon est venue « préparer le terrain » de la gare d'arrivée sur son territoire, il est monté au créneau avec plusieurs concitoyens pour s'opposer à ce coup de force.

Fils du pays et héritier d'une entreprise prospère de Briançon, M. Alain Bayrou ne supporte pas de voir son rival se lancer dans une opération que lui, sans aucun doute, saurait mener à bien. Il en profite pour dénoncer un projet étudié seulement par une société dont le président est... le maire de Briançon, et qui n'a pas été examinée par des spécialistes de stations existantes. « Dans les Alpes du Sud, affirme-t-il, les stations de sports d'hiver sont en train de se casser la figure. Le Préal risque d'accélérer le processus... »

A la sous-préfecture, on n'est pas loin de partager cet avis. On craint surtout que la station de Serre-Chevalier, déjà en situation difficile, ne recroque le coup de grâce avec une ville qui détournerait à son profit le bénéfice des forfaits. Des habitants du Puy-Saint-Pierre et Puy-Saint-André s'insurgent aujourd'hui contre un aménagement qui n'apportera que des inconvénients à leurs communes —

encombrement de routes déjà étroites et tortueuses, passage de remorque-pentes sous les fenêtres — alors même que les retombées positives seront accaparées par Briançon. D'autres, comme Jean-Luc Charton, ancien militant socialiste qui a « collé pour de Caumont », s'indignent que l'on envisage des pistes de ski « sans aucune concertation avec les habitants ». Chef de piste à Serre-Chevalier, il connaît la montagne et ne comprend pas qu'on veuille installer trois télésièges sur des versants exposés au sud (« c'est une hérésie »).

Quant à Pierre Koller, il constate qu'un téléski ne génère pas de champs de neige. « La télécabine du Préal ne sera qu'un escamoteur pour des pistes existantes, donc une dépense supplémentaire », a Granoblois, conseiller municipal démissionnaire de Puy-Saint-André, ajoute avec tristesse : « Nous comptons sur de Caumont pour freiner Dijoud. Il nous a complètement trahis. »

Pour sa part, Robert de Caumont voit dans cette affaire un complot, ourdi conjointement par le nouveau préfet (« un policier qui ne connaît rien à la montagne ») et par son challenger Alain Bayrou (« l'ancien trotskiste, expert en manipulations »). « C'est la première fois qu'une ville se lance dans une station de sports d'hiver, dit-il. Nous sommes contrariés par des mégouilles insensées. Me rapprocher à moi, rapporteur de la loi sur les enquêtes publiques et de la loi Montagne, de ne pas respecter la loi, c'est un comble ! »

A croire qu'une fatalité pèse sur Briançon : depuis cinquante ans qu'il est question d'aménager le Préal, jamais personne n'a poussé le projet jusqu'au bout. Manque de fonds, et un domaine skiable aléatoire ensuite (trop de soleil et pas assez d'altitude). Robert de Caumont, l'homme de tous les défis, a décidé de relever le gant. En oubliant que, avec l'administration, il faut aussi prendre des gants.

ROGER CANS.